

Alors que le début de la période estivale avait été marqué par les effets bénéfiques des attentes d'assouplissements monétaires par les banquiers centraux, le mois d'août a enregistré le retour du risque protectionniste. Toutefois, après une baisse de plus de 5% en 4 séances, les indices européens réussissaient à se relever en fin de mois au point d'afficher une baisse mensuelle relativement modeste.

Trop silencieux ces dernières semaines au sujet de la guerre commerciale, M. Trump a douché les marchés financiers début août en annonçant une nouvelle salve de barrières tarifaires visant la Chine à compter du 1er septembre. Pensant intimider l'exécutif chinois par cette nouvelle taxe, le président américain s'en est attiré les foudres, Pékin lui répondant par une hausse des droits de douane sur le soja, la viande et l'automobile ! Vexé, le pensionnaire de la Maison Blanche répliquait du tac au tac avec une hausse de 5% supplémentaire sur l'ensemble des produits chinois.

Mais, comme souvent, les effets négatifs de ces tensions sur les cours boursiers rappellent à M. Trump que sa base électorale est très attachée aux performances boursières, et le Président adepte de la pratique de la volte-face a encore usé du stop and go. Ainsi, l'interdiction faite aux entreprises américaines de commercer avec Huawei était repoussée de 90 jours, et l'augmentation des tarifs douaniers sur certains produits annoncée quelques jours plutôt était pour 60% d'entre eux, notamment les produits électroniques, reportée au 15 décembre. Difficile pour la Maison Blanche de voir les taxes renchérir les prix de vente de produits très consommés à la période de Thanksgiving et Noël...

Pourtant, les opérateurs financiers veulent croire au bon dénouement de cette situation, et ce probablement parce qu'ils font le constat que la Chine enregistre une dégradation continue de son activité malgré les rustines disposées ici et là, et que Trump, dont le talent de négociateur est mis à mal, se doit de mettre de l'eau dans son vin à un an des élections. Preuve en était avec l'accord commercial US-Japon lors du G7 à Biarritz, ou bien les avancées sur la taxe GAFAM mis en place par le gouvernement français.

L'autre coup de théâtre du mois était italien. En souhaitant provoquer des élections anticipées, Matteo Salvini voyait se former contre lui une coalition entre le Mouvement 5 étoiles et le Parti Démocrate, dont la formation du nouveau gouvernement revenait au premier ministre...Giuseppe Conte. Si les taux italiens s'étaient fortement tendus à l'idée de voir la Ligue potentiellement remporter les élections, ils se seront vite détendus avec la confirmation d'un gouvernement moins hostile à l'Europe.

En parlant d'europhobe, toujours aussi difficile d'imaginer la fin du feuilleton Brexit tellement les rebondissements sont nombreux. Le dernier en date : la suspension par Boris Johnson du Parlement du 12 septembre au 14 octobre, afin de pouvoir négocier avec Bruxelles sans voir poindre une contestation des députés. Toutefois, certains d'entre eux se

sont insurgés de cette atteinte à la démocratie et ont rapidement fait savoir qu'ils mettraient tout en œuvre pour lutter contre une sortie sans accord. Dans l'attente de l'issue finale (si elle arrive un jour) l'attente des entreprises voire la délocalisation de certaines hors du Royaume-Uni se font de plus en plus ressentir dans les données macro qui se détériorent à grande vitesse.

Ainsi, au regard de ce panorama toujours entaché de zones d'ombres non négligeables, nous renforçons notre prudence malgré le support fourni par les banquiers centraux dont la politique se veut de plus en plus volontariste.

Toute l'équipe de la FOX reste à votre disposition.

**La FOX.**